

Unité départementale du Rhône
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Villeurbanne, le 09/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEGRO LOGISTICS SAS

5, chemin de la fonderie
69740 GENAS

Références : UD-R-CTESSP-22-028-RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2022 dans l'établissement SEGRO LOGISTICS SAS implanté 5, chemin de la fonderie 69740 GENAS. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour but de contrôler la conformité de l'installation vis-à-vis du respect de certaines prescriptions qui lui sont applicables, ainsi que la conformité des aménagements réalisés dans la cellule 2 avec le porter à connaissance du 08 mars 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEGRO LOGISTICS SAS
- 5, chemin de la fonderie 69740 GENAS
- Code AIOT dans GUN : 0010600173
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Aucun

La société SEGRO LOGISTICS SAS est autorisée à exploiter un entrepôt situé dans le Parc de Genève à Genas par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2000 modifié. L'établissement est également réglementé par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts (dispositions s'appliquant aux entrepôts existants annexe V.I). L'entrepôt est divisé en 6 cellules et il est occupé par 4 locataires différents.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie ;
- Conditions de stockage ;
- Vérification de la conformité de l'aménagement de la cellule 2 avec le porter à connaissance adressé le 08/03/2021

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 24/01/2022 de l'établissement SEGRO LOGISTICS SAS implanté 5, chemin de la fonderie 69740 GENAS, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Exercice d'évacuation du personnel** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017 article : Annexe II point 14 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Documents à disposition des services d'incendie et de secours** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017 article : Annexe II point 3.5 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **État des matières stockées** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017 article : Annexe II point 1.4 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Exercice d'évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 14	/	Mise en demeure, respect de prescription
Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise à jour situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3	/	-
Analyse eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 4.5.2	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Convention de rejet des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.6.4	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Vérification périodique systèmes de détection et d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.2.6	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Vérification périodique portes-coupe feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 6.2.6	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Vérification périodique exutoires	Arrêté Ministériel du 12/10/2000, article Annexe II point 6.2.6	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Registre vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 22	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Débit simultané poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.3	/	-
Aire d'accueil véhicules incendie	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.3	/	-
Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.3	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Aménagement cellule 2	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 1.1 et 12	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 8	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 10	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Zone de rétention des eaux incendie	Autre du 01/06/2020, article Guide D9A §6.3	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Local de charges des accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3.1	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Condition de stockage (1)	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3 point 2.1	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Condition de stockage (2)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 9	/	-
Condition de stockage (3)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 2	/	Demande formulée par l'inspection dans la fiche constat
Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII – 1	/	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

A l'issue de cette visite, l'inspection propose une mise en demeure concernant 3 prescriptions non respectées dont 1 déjà identifiée comme telle lors de la précédente visite d'inspection du 21/11/2018 (évacuation personnel), et 2 relatives à l'intervention des services de secours et à la sécurité.

Au vu des engagements de l'exploitant, il n'est pas proposé de suites administratives pour les autres non-conformités mises en évidence. L'inspection restera attentive aux actions correctives menées par l'exploitant pour remédier aux défauts constatés.

Enfin, cette visite a permis de vérifier que les modifications réalisées dans la cellule 2 ont été réalisées conformément au porter à connaissance du 08 mars 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise à jour situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant indique ne pas stocker de solides inflammables, ni de pneumatiques relevant respectivement des rubriques 1450 et 2663, alors que le site est respectivement sous le régime de l'autorisation et de l'enregistrement pour ces rubriques. De plus, l'exploitant indique ne pas stocker d'aérosols extrêmement inflammables relevant de la rubrique 4320, au-dessus du seuil du régime de la déclaration, or le site est classé sous le régime de la déclaration pour la rubrique correspondante. L'exploitant explique qu'il préférerait conserver le bénéfice du classement obtenu pour les activités qu'il n'exerce actuellement pas, car en fonction des occupants des cellules, elles pourraient à l'avenir de nouveau être d'actualité. L'inspection indique que dans ce cas, l'exploitant doit satisfaire aux dispositions relatives aux rubriques concernées (système d'extinction automatique adapté, etc), ou transmettre une actualisation de sa situation administrative et le cas échéant toute cessation activité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Analyse eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 4.5.2
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées respectent avant rejet dans le bassin d'infiltration les valeurs suivantes : MES 150mg/l ; Hydrocarbures totaux 5mg/l
Constats : L'exploitant a envoyé avant la visite d'inspection les rapports établis par DEKRA relatifs aux prélèvements réalisés le 02/02/2021 et le 02/11/2021. Les résultats d'analyses sont conformes. Néanmoins, il est indiqué dans le rapport du 02/11/2021 l'absence de mesure sur les MES. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, à partir des prochaines analyses des eaux pluviales, les analyses de tous les paramètres imposés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Convention de rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.6.4
Prescription contrôlée : En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.
Constats : Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de convention de rejets en cours de validité. L'inspection a connaissance d'une ancienne convention de déversement entre l'exploitant et le Grand Lyon qui avait une date limite de validité au 17 mai 2017. Celle-ci prévoyait notamment pour les eaux pluviales de voirie des valeurs limites d'émissions pour certains métaux. L'exploitant indique ne pas avoir procédé à ces analyses. Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un courrier du Grand Lyon, daté du 2 mai 2019, qui indique que le dossier de l'exploitant est complet et que la délivrance d'une nouvelle autorisation est techniquement possible, mais qu'il convient que l'exploitant se rapproche de la commune de Genas qui est la seule compétente pour délivrer une autorisation de rejet sur son territoire. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de faire le nécessaire auprès de la commune de Genas pour obtenir une autorisation de rejet et de réaliser l'analyse de toutes les substances qui seront prévues dans cette autorisation en respectant les périodicités prévues.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Vérification périodique systèmes de détection et d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.2.6
Prescription contrôlée : (...) les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
Constats : L'exploitant a envoyé avant la visite d'inspection les rapports établis par Socotec relatifs à la vérification du système sprinkler (Q1) du 10/05/21 et du 02/11/21. Dans le rapport relatif à la vérification du 02/11/21, il est notamment mentionné : <ul style="list-style-type: none">- 4 points de non-conformité avec risque de mise en échec du système sprinkler, dont 2 nouvellement identifiées et 2 déjà identifiés lors de la vérification du 10/05/21 ;- 13 points de non-conformité sans risque de mise en échec du système sprinkler. Pour 4 points de non-conformité avec risque de mise en échec du système sprinkler, l'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- contester les 2 observations basées sur les courbes débitantes des groupes motopompes puisque, d'après lui, celles-ci ne sont actualisées.- que des travaux destinés à réparer la fuite d'eau et l'oxydation identifiées sur une jonction de la cuve sera réalisée dans la semaine (l'exploitant a transmis après la visite d'inspection un document daté du 26/01/22 de GLOBAL FPS relatif à ces travaux) ;- qu'il étudiera les mesures à prendre pour les produits dont le système sprinkler est inefficace. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de procéder aux travaux permettant de lever les non conformités du système sprinkler et de lui transmettre les justificatifs, notamment le prochain rapport de vérification Q1.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Vérification périodique portes-coupe feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 6.2.6
Prescription contrôlée : (...) les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
Constats : L'exploitant a envoyé avant la visite d'inspection le rapport de la société AP2MI relatif aux vérifications des portes coupe feu du site, réalisées le 06/10/21. Il est mentionné dans le rapport que toutes les portes vérifiées fonctionnent normalement, et qu'une porte n'a pas été vérifiée car maintenue fermée. L'exploitant confirme que la porte non vérifiée est maintenue fermée en permanence. Lors de la visite, l'inspection a constaté que la porte évoquée était fermée.
Demande : L'inspection demande à l'exploitant, à partir de la prochaine vérification des portes coupe feu de toutes les vérifier, y compris celle qui demeure fermée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Vérification périodique exutoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2000, article Annexe II point 6.2.6
Prescription contrôlée : (...) les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
Constats : L'exploitant a envoyé avant la visite le rapport établi par AP2MI relatif à la vérification du système d'évacuation des fumées réalisée le 06/10/2021. Il est indiqué dans ce rapport que du matériel est non-conforme (cellules ITM Star Drive & Via Transport) et hors service (cellules BSL). L'exploitant indique avoir fait le nécessaire pour lever toutes les réserves identifiées. Il présente une commande datée du 15/11/2021, auprès de AP2MI ayant pour objet "mise en conformité désenfumage".
Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de lui fournir tout justificatif montrant la levée des réserves sur le système de désenfumage.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Registre vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 22
Prescription contrôlée : Les vérifications périodiques de ces matériels [exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage] sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le registre de sécurité, en indiquant qu'il n'était que partiellement rempli, ce qu'a constaté l'inspection. L'exploitant indique qu'il met actuellement en place un outil informatique de suivi des vérifications réglementaires et des suites données aux observations formulées lors de ces vérifications. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, que les vérifications périodiques réalisées soient inscrites dans un registre de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Débit simultané poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.3
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens se composent à minima : (...) d'un réseau hydraulique (...) permettant d'atteindre un débit minimum de 220 m ³ /heure. 8 poteaux d'incendie seront répartis alternativement en façade et à l'arrière du bâtiment.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection (21/11/2018) l'inspection a demandé à l'exploitant qu'il réalise, lors du prochain contrôle, des mesures de débits en simultané afin de vérifier de la disponibilité d'un débit de 220 m ³ /h. Après la visite, l'exploitant a transmis un rapport établi par la société Global-fps, daté du 03/03/2022 qui présente des mesures de débit/pression des poteaux incendie. Il est indiqué dans ce document que le débit disponible sur 3 poteaux incendie (8 poteaux incendie peuvent être mobilisés) avec une pression résiduelle minimale de 1,0 bar est de 289 m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Aire d'accueil véhicules incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.3
Prescription contrôlée : Les citernes d'eau [capacité totale de 1000 m ³] devront être dotées de deux aires de 10 m x 4 m pour l'accueil de deux véhicules incendie.
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection constate que les deux aires d'accueil sont matérialisées au sol par de la peinture et qu'elles sont libres de toute occupation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.3
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens se composent à minima : D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ainsi qu'un réseau de robinets d'incendie armés (...)
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection constate par sondage qu'un extincteur et qu'un RIA de la cellule 3 ne sont pas facilement accessibles du fait de la présence de cartons devant ceux-ci.
<u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 15 jours, de rendre les extincteurs et RIA facilement accessibles et qu'ils le demeurent de la sorte.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Exercice d'évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 14
Prescription contrôlée : Un exercice d'évacuation est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, l'inspection avait demandé à l'exploitant qu'il rédige un compte rendu d'évacuation au prochain exercice. L'exploitant indique qu'il n'a pas de compte rendu à présenter, que jusqu'à présent chaque occupant des cellules de l'entrepôt est chargé de réaliser les exercices d'évacuation des locaux qu'il occupe et de produire un compte rendu.
<u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant qu'un exercice d'évacuation soit renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables, et de transmettre, sous six mois, le prochain compte rendu d'exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none">- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
Constats : Lors de la présente visite l'exploitant indique ne pas avoir réalisé les plans demandés, ni rédigé les consignes évoquées. L'exploitant précise qu'il constitue actuellement son plan de défense incendie qui comprendra les plans évoqués. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de produire les plans et consignes mentionnés et de les tenir à disposition des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. (...) Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. (...) Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de produire un état des matières stockées lors de la visite, ni au cours de la semaine qui a suivi. L'exploitant indique que pour produire un état des matières stockées, il doit interroger chaque occupant des cellules et que leur réponse n'est pas immédiate. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, d'établir un état des stocks tel que mentionné et de le transmettre au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Aménagement cellule 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 1.1 et 1.2

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.

Constats :

L'exploitant a transmis au préfet, le 08/03/2021, un porter à connaissance relatif à une modification notable de la cellule 2 de l'entrepôt.

Lors de la présente visite, l'inspection constate que l'aménagement de la cellule est conforme aux informations figurant dans le porter à connaissance.

L'exploitant indique que le système sprinkler a été adapté aux stockages et à l'activité menée dans cette cellule. L'exploitant indique être dans l'attente du certificat N1 du CNPP.

Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport provisoire n°PAA:6483 du CNPP établi par le CNPP le 06/10/21. Il est indiqué en conclusion de ce document que des réserves sont à lever et il n'est pas indiqué un avis favorable à la délivrance du certificat N1 après la levée des réserves.

L'inspection constate la présence de têtes de sprinklage à chaque niveau de rayonnage de l'espace automatisé, ainsi que dans les espaces réfrigérés et dans l'espace de stockage à température ambiante non automatisé.

L'inspection constate la présence de l'installation qui assure le maintien en température régulée des chambres frigorifiques. Elle porte une plaque qui indique que le gaz utilisé est du R744, soit du dioxyde de carbone.

L'inspection constate que les produits stockés sont ceux proposés par les grandes surfaces (alimentaires, produits d'hygiène, etc)

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de lui transmettre un document certifiant l'adéquation du système sprinkler avec l'activité menée dans la cellule 2, et la conformité du système sprinkler.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 8

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

L'inspection constate la présence de produits inflammables stockés sur rétention, sans autres dispositions particulières dans la cellule 1. L'exploitant indique qu'il s'agit de colles. L'inspection constate que la quantité de ces produits est limitée.

L'inspection constate la présence de produits inflammables stockés sans dispositions particulières dans la cellule 1 bis. L'exploitant indique qu'il s'agit des recharges gaz de briquets. L'exploitant présente la FDS de l'un de ces produits. Celle-ci porte la mention de danger H222 (aérosol extrêmement inflammable). Ces produits entrent sous la rubrique n°4320 de la nomenclature ICPE. L'exploitant indique que la quantité maximum stockée dans les 2 cellules qu'il occupe est de 2 tonnes, soit la quantité approximativement présente lors de la visite.

L'inspection constate aussi bien pour les colles que pour les recharges gaz de briquets l'absence de moyen d'extinction adaptés.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois, de respecter les prescriptions contrôlées, et de fournir tous les éléments permettant de le justifier pour les liquides inflammables et les aérosols.

A titre informatif, l'inspection indique qu'un guide entrepôt de matière combustible, version révisée en date du 24 septembre 2021 est en téléchargement (http://icar.dgpr.e2.rie.gouv.fr/icar/article.php3?id_article=264). Il est abordé le stockage des aérosols page 151.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 10

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Constats :

Constat en lien avec le constat "Matières dangereuses et chimiquement incompatibles".

L'inspection constate, dans la cellule 1, la présence de bidons de liquides inflammables stockés sur une rétention dont le volume semble, à première vue, être proche du minimum imposé.

L'exploitant précise que les produits sont des colles.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de vérifier le respect des dispositions relatives aux volumes des rétentions et de l'appliquer.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Zone de rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Autre du 01/06/2020, article Guide D9A §6.3

Prescription contrôlée :

Les quais de chargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. Si cette solution est retenue, une signalisation doit être mise en place, mentionnant la présence d'une zone de rétention d'eau d'extinction et le risque de noyade en cas d'incendie.

Constats :

L'inspection constate l'absence d'une telle signalisation.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de mettre en place, une signalisation mentionnant la présence d'une zone de rétention d'eau d'extinction et le risque de noyade en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Local de charges des accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3.1
Prescription contrôlée : La charge des accumulateurs se fera dans un local spécialement réservé à cet effet
Constats : L'inspection constate dans la cellule 3 que la charge des accumulateurs est réalisée au sein même de la cellule. L'exploitant indique que la puissance maximale de courant est très inférieure au seuil du régime de la déclaration dans cette cellule. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois, de respecter la disposition citée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Condition de stockage (1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3 point 2.1
Prescription contrôlée : L'aménagement des stockages est fait de sorte que : - Une distance minimale entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs de stockage sera maintenue pour assurer un fonctionnement optimum du système de sprinklage ; - Les allées de circulation ont au minimum une largeur de 2.5 mètres
Constats : L'inspection constate que 2 palettes stockées au dernier niveau d'un rack semblent trop proches de têtes de sprinklage, ce qui pourrait diminuer l'efficacité du système d'extinction automatique. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 15 jours, pour les 2 palettes précitées de revoir l'organisation de manière à toujours laisser un espace suffisant entre les produits stockés et les têtes de sprinklage afin de ne pas perturber le fonctionnement de ce dernier. Elle demande à l'exploitant de veiller de manière générale au respect des distances suffisantes entre les têtes de sprinklages et les stockages. L'inspection constate dans les cellules 4 et 5 des allées de largeur inférieure à 2,5 mètres. L'exploitant indique que la largeur de ces allées est adaptée à la circulation des engins utilisés pour transporter les produits stockés. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant de respecter, sous 4 mois, la largeur des allées de circulation ou de déposer une demande de modification de la disposition citées de l'arrêté préfectoral. L'inspection constate dans la cellule 1 des produits stockés au fond d'une allée, sur une longueur de 3 mètres environ et d'une hauteur n'excédant pas 2 mètres , qui n'occasionnent pas de gêne pour l'évacuation du personnel. Au droit de ce stockage, les racks sont vides, ce qui n'entraîne pas un accroissement ponctuel de la densité de matière combustible. <u>Observation</u> : L'inspection demande à l'exploitant qu'au moment où il souhaitera stocker des produits dans les racks au droit des produits stockés en fond d'allée, de supprimer ce stockage de produits.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Condition de stockage (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 9
Prescription contrôlée : En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : <ul style="list-style-type: none">- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.
Constats : Comme mentionné dans le constat intitulé "Matières dangereuses et chimiquement incompatibles", l'entrepôt n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique adapté pour les liquides inflammables. L'inspection n'a en revanche pas constaté de stockage de liquides inflammables dans des contenants supérieur ou égal à 30 litres.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Condition de stockage (3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 2
Prescription contrôlée : Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.
Constats : L'inspection constate la présence d'une benne pour les déchets plastiques située contre l'une des parois de l'entrepôt, au niveau d'un quai de déchargement. <u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, d'éloigner suffisamment la benne de déchet plastique de l'entrepôt afin qu'elle ne soit pas susceptible de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. L'inspection signale que l'arrêté du 24 septembre 2020 a modifié cette disposition avec une application au 01/01/2025 (cf. Annexe II point 2 de l'arrêté ministériel relatif aux entrepôts couverts).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII – 1

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Constats :

L'inspection précise que cette disposition n'est pas encore applicable, elle est évoquée à titre informatif. L'exploitant indique connaître cette nouvelle disposition et avoir prévu de réaliser une modélisation des flux thermiques de l'entrepôt avec le logiciel FLUMILOG, d'ici le 01/01/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

PROJET D'ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
Société SEGRO Logistics
5 chemin de la Fonderie, Parc de Genève à Genas

VU

VU les articles R.512-46-23 et R.512-46-27 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11/04/2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2000 ;

CONSIDÉRANT que la société SEGRO logistics n'est pas en mesure de justifier la réalisation d'un exercice d'évacuation comme imposé par l'annexe II point 14 de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 ;

CONSIDÉRANT que la société SEGRO logistics n'est pas en mesure de présenter, comme imposé par l'annexe II point 3.5 de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

CONSIDÉRANT que la société SEGRO logistics n'est pas en mesure de présenter un état des matières stockées comme imposé par l'annexe II point 1.4 de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

.....

ARTICLE 1

La société SEGRO Logistics, 5 chemin de la Fonderie, Parc de Genève à Genas est mise en demeure de respecter les dispositions :

- du point 14 de l'annexe II l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en réalisant, sous 6 mois à compter de notification du présent arrêté, un exercice d'évacuation et en transmettant le compte rendu associé ;
- du point 3.5 de l'annexe II l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en rédigeant sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
 - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
- du point 1.4 de l'annexe II l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en tenant à jour un état des matières stockées, dont les modalités sont précisées dans cet arrêté, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

.....